

27 janvier 2023

Monnaie et concours à l'économie – France • Décembre 2022

Sur un an, les concours au secteur privé progressent de 5,7 %

- En 2022, les ressources résidentes des IFM incluses dans M3 progressent de + 5,8 % en rythme annuel (cf. tableau 2), soit un surplus de 159,8 milliards d'euros. Cette hausse masque néanmoins des évolutions contrastées selon le type de dépôts :
 - **Les dépôts à vue diminuent** de - 1,6 % en rythme annuel en décembre (après - 0,9 % en novembre) en raison principalement de transferts, par les sociétés non financières, vers les dépôts rémunérés.
 - **La croissance de l'agrégat M2 – M1, qui contient les dépôts rémunérés, augmente** nettement en contrepartie (+ 16,1 % en décembre, après + 12,5 % en novembre), tirée par la vive progression des dépôts à terme inférieurs à 2 ans (+ 83,8 %, après + 57,9 % en novembre) et la poursuite de la collecte nette des comptes sur livrets (+6,9 %, après +6,2 % en novembre).
- Ainsi, **pour la première fois depuis fin 2013, la part relative de M2-M1 a augmenté dans la masse monétaire**. Elle s'établit à 37%, à rapprocher de 45% en 2014 au moment de la mise en place de la politique de taux d'intérêt très bas. Après prise en compte des engagements et avoirs monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro, le taux de croissance de la composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro atteint +5,9 % en décembre 2022 (après + 5,1 % en novembre).
- **En 2022, les encours de financements au secteur privé ont augmenté de + 5,7 %** par rapport à l'année précédente, les encours de crédits accordés aux sociétés non financières ayant notamment progressé de + 7,3 %, ceux aux ménages ayant quant à eux augmenté en rythme annuel de + 4,9 %. C'est davantage qu'en 2021 où ces financements au secteur privé s'étaient accru de + 4,0%.

Tableau 1 - France : M3 et concours à l'économie

Décembre 2022 (flux cumulés sur 12 mois)			
Total des emplois	207,9	Total des ressources	207,9
Concours au secteur public résident	43,5	Ressources résidentes incluses dans M3	159,8
dont crédits	-0,2	M1	-24,5
dont titres	43,7	M2 - M1	149,9
Concours au secteur privé résident	198,8	M3 - M2	34,3
dont crédits aux ménages	80,5	Ressources de long terme (a)	48,1
dont crédits aux SNF	90,3		
Concours extérieurs nets	-97,6		
Divers (b)	63,2		

(a) Dépôts supérieurs à 2 ans, titres de dette émis, capital et réserves, dépôts des APU centrales.

(b) Solde des créances et des engagements interbancaires, nets des autres postes du bilan (produits dérivés, décalages comptables, immobilisations), or et DTS de la Banque de France

Source et réalisation : Banque de France – Direction générale de la statistique, des études et de l'international

Tableau 2 - France : ressources monétaires des institutions financières monétaires

Décomposition de la composante française de M3	Encours (en Mds €)	Taux de croissance annuel (en %)		Flux (en Mds €) (a)	
		déc-22	nov-22	déc-22	nov-22
Dépôts à vue	1 495	-0,9	-1,6	-15,4	-8,6
= Ressources résidentes incluses dans M1	1 495	-0,9	-1,6	-15,4	-8,6
Dépôts à terme ≤ 2 ans	209	57,9	83,8	16,4	21,8
+ Comptes sur livret	876	6,2	6,9	0,9	8,0
= Ressources résidentes incluses dans M2-M1	1 085	12,5	16,1	17,3	29,8
Titres d'OPC monétaires	247	-14,7	-5,6	6,8	9,0
+ Pensions	36	27,3	31,2	2,5	-11,8
+ Titres de créance ≤ 2 ans	48	141,8	137,6	8,0	0,7
= Ressources résidentes incluses dans M3-M2	331	3,9	11,4	17,3	-2,1
Total des ressources résidentes incluses dans M3	2 911	4,1	5,8	19,2	19,1
+ Engagements monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro	346	11,5	5,3	23,8	-11,2
- Avoirs monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro	66	-15,0	-6,5	1,8	2,4
= Composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro	3 191	5,1	5,9	41,2	5,6

(a) Données CVS.

Source et réalisation : Banque de France – Direction générale de la statistique, des études et de l'international

Tableau 3 - Contreparties des ressources résidentes incluses dans M3

	Encours (en Mds €)	Taux de croissance annuel (en %)		Flux (en Mds €) (a)	
		déc-22	nov-22	déc-22	nov-22
EMPLOIS					
Concours au secteur public résident (1)	1 165	4,6	3,9	9,5	-0,0
dont crédits	211	0,6	-0,1	-0,2	-0,9
dont titres	955	5,6	4,9	9,7	0,9
Concours au secteur privé résident (2)	3 641	6,5	5,7	25,6	9,5
dont crédits aux ménages	1 714	5,4	4,9	5,7	3,1
dont crédits aux sociétés non financières	1 331	7,7	7,3	6,0	5,6
Concours extérieurs nets (3)	223	-55,6	-34,7	-25,5	54,1
Divers (b) (4)	342	15,8	17,4	9,7	-36,6
RESSOURCES					
Ressources de long terme (c) (5)	2 460	1,5	2,0	0,1	7,9
Ressources résidentes incluses dans M3 (1)+(2)+(3)+(4)-(5)	2 911	4,1	5,8	19,2	19,1

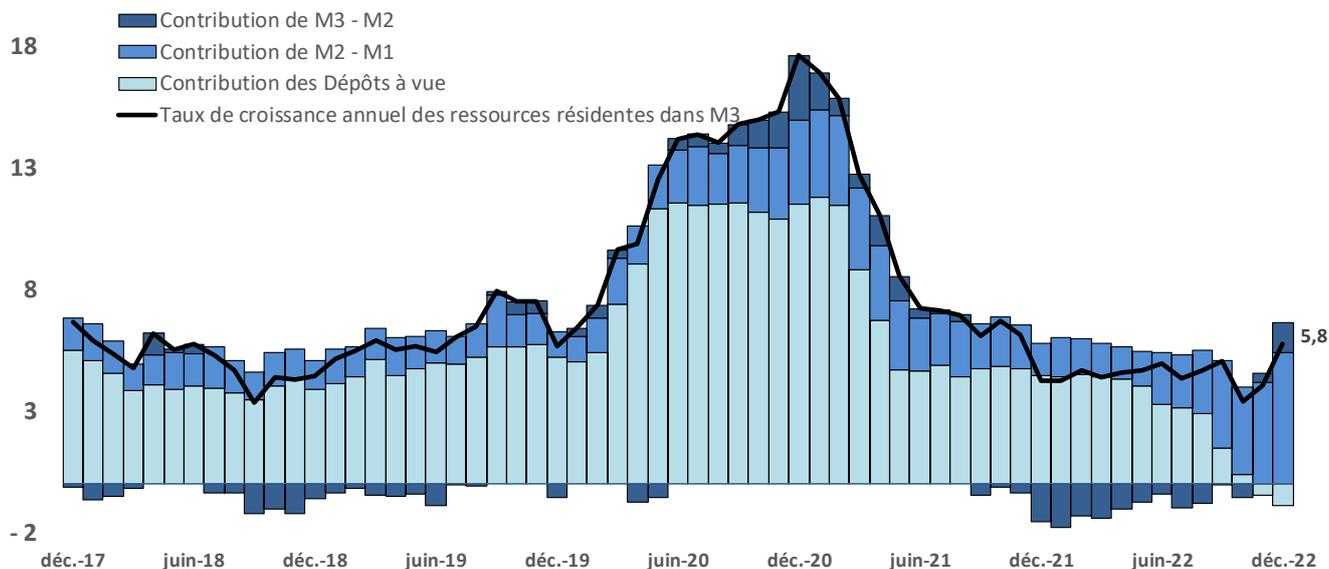
(a) Données CVS.

(b) Solde des créances et des engagements interbancaires, nets des autres postes du bilan (produits dérivés, décalages comptables, immobilisations).

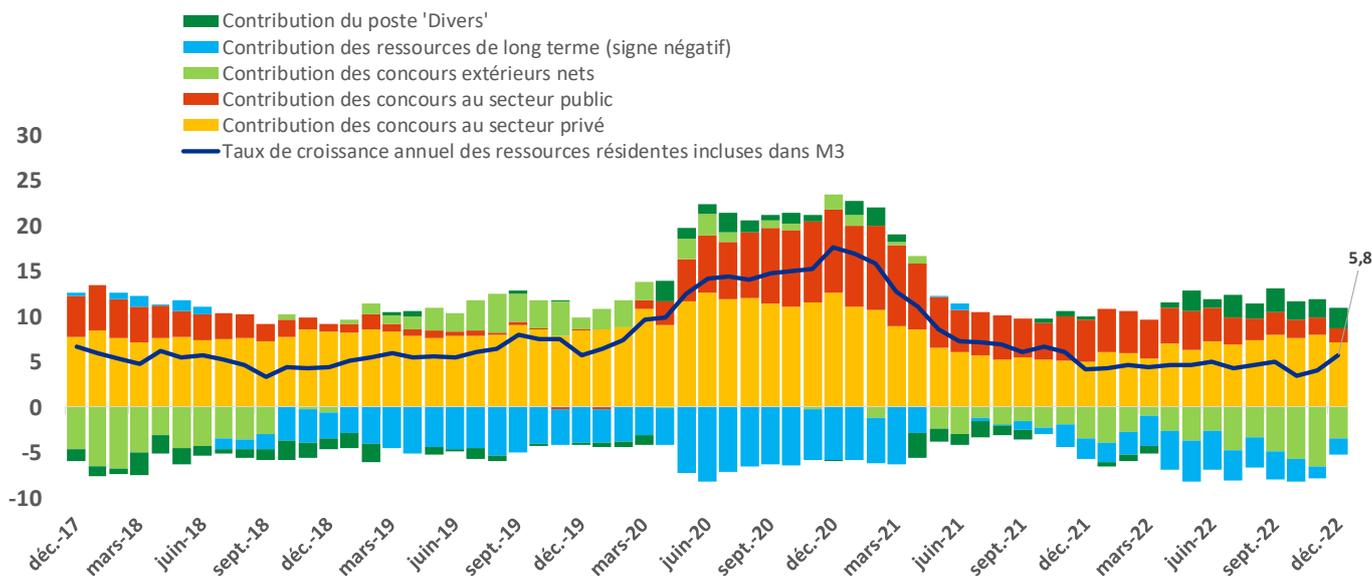
(c) Dépôts supérieurs à 2 ans, titres de dette émis à plus de 2 ans, capital et réserves, dépôts des APU centrales.



Contributions à la croissance des ressources résidentes incluses dans M3



Contribution des contreparties monétaires à la croissance des ressources résidentes incluses dans M3 (en %)



Source et réalisation : Banque de France – Direction générale de la statistique, des études et de l'international



Complément

Les **ressources incluses dans M3** (hors billets et pièces) sont constituées des placements d'une durée inférieure ou égale à 2 ans que les agents détenteurs de monnaie (ménages, sociétés non financières, administrations publiques hors administration centrale, sociétés d'assurance, fonds de pension, OPC non monétaires, entreprises d'investissement et organismes de titrisation, pour l'essentiel) détiennent auprès des institutions financières monétaires (IFM).

Les **institutions financières monétaires** (IFM) comprennent les établissements de crédit, les sociétés de financement, la Caisse des dépôts et consignations, les OPC monétaires et la Banque de France.

Les **comptes sur livrets** comprennent les livrets A et bleus, les livrets de développement durable et solidaire, les comptes d'épargne logement, les livrets d'épargne populaire, les livrets jeunes et les livrets ordinaires. L'épargne réglementée est en partie centralisée au Fonds d'épargne géré par la Caisse des dépôts et consignations et ne fait ainsi que transiter par les bilans des banques. Les pensions sont des opérations d'achats temporaires de titres par la clientèle (notamment entreprises, assurances et OPC non monétaires). Les titres de créance à deux ans au plus comprennent principalement des NEUCP émis par les banques françaises et souscrits par des clients qui n'ont pas la qualité d'établissement de crédit ou d'OPC monétaire.

Les **concours à l'économie** englobent l'ensemble des financements apportés par les IFM aux secteurs public et privé résidents, sous forme de crédits et de titres (titres de dette et actions).

Les **concours extérieurs nets**, correspondent au solde (créances moins engagements) des opérations des IFM avec le reste du monde.

Les **ressources de long terme** des IFM contiennent le capital et réserves, les titres de dette à plus de 2 ans émis par les IFM, les dépôts de durée supérieure à 2 ans et les dépôts des administrations centrales.

Le poste « **Divers** » englobe le solde des créances et des engagements inter-IFM, le net des autres postes du bilan (produits financiers dérivés, décalages comptables, immobilisations) et la monnaie en circulation.

Les taux de croissance des encours sont calculés en corrigeant les variations d'encours des effets ne résultant pas de transactions économiques, en particulier des corrections d'erreurs de classement, mais pas des effets de change.

Les données d'encours, de taux de croissance annuel, de flux cumulés sur 12 mois publiées dans ce Statinfo sont non corrigées des variations saisonnières, mais les données de flux mensuels le sont.

